

**Séance ordinaire du
mardi 26 mars 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le vingt-six mars, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Santé, Prévention et Lutte
contre les addictions**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Alban ZANCHIELLO ayant donné pouvoir à Sébastien COTE.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Georges ARDISSON, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE

**Charte du club "Collectivités territoriales et prévention des cancers" de l'Institut
National du Cancer (INCa) - Autorisation de signature**

Madame Elodie BRUN-MANDON, Conseillère municipale, rapporte :

Le rôle des collectivités en matière de prévention des cancers

La prévention des cancers constitue un enjeu prégnant. En effet, en France, près de la moitié des cancers pourraient être évités en changeant ses habitudes de vie et en diminuant son exposition à certains facteurs de risque (notamment la consommation de tabac et/ou d'alcool, une alimentation déséquilibrée, l'exposition aux ultraviolets, le manque d'activité physique, la pollution de l'air).

La stratégie décennale de lutte contre les cancers 2021-2030, dont l'ambition est de réduire de 60 000 le nombre de cancers par an à l'horizon 2040, prévoit plus d'une dizaine de mesures dont la réussite repose sur la mobilisation des collectivités territoriales.

L'enjeu de ces actions est de favoriser une société protectrice et une vision positive de la santé, dans une approche intersectorielle de la prévention qui dépasse le champ sanitaire, pour prendre en compte l'impact de toutes les politiques qui agissent sur l'environnement physique, économique et social de l'individu.

En plus d'être des relais des dispositifs nationaux sur le terrain (comme par exemple les espaces sans tabac implantés à Montpellier depuis 2021), les collectivités territoriales ont démontré leur capacité à impulser des initiatives locales : urbanisme favorable à la marche et au vélo, ombrage, intégration des recommandations nutritionnelles dans la restauration collective, espaces sans tabac, actions de réduction des consommations d'alcool à risque ou encore en améliorant l'accès aux dépistages.

Les missions du Club "*Collectivités et prévention des cancers*"

Véritable programme d'accompagnement opérationnel des collectivités locales, le club, créé et animé par l'Institut National du Cancer (INCa), s'est donné cinq principales missions :

- Mutualiser et coordonner les savoir-faire, moyens et méthodes déployés par les collectivités territoriales ;
- Partager et capitaliser sur les actions et bonnes pratiques des collectivités locales ;
- Accompagner les initiatives locales, par un appui en expertise personnalisé ;
- Veiller, décrypter et diffuser les enseignements de la recherche ;
- Valoriser et porter la voix des collectivités membres au niveau national.

Montpellier s'engage avec le collectif « *Montpellier Prévention Cancers* »

A l'origine du collectif « *Octobre rose* » regroupant l'ensemble des acteurs du territoire autour de la promotion du dépistage du cancer du sein, la Ville de Montpellier souhaite étendre ce travail de coordination locale avec la création du collectif « *Montpellier Prévention Cancers* ».

Impulsé dans le cadre du Contrat Local de Santé (CLS), signé avec l'Agence Régionale de Santé (ARS) en octobre 2022, ce collectif regroupera les institutions locales engagées sur le sujet : l'ARS, l'assurance maladie de l'Hérault, le Centre Régional de Coordination du Dépistage des Cancers – Occitanie, l'Institut du Cancer de Montpellier, le CHU de Montpellier et la Ville de Montpellier.

La Ville de Montpellier, par sa participation au collectif et la signature de la charte se donne pour mission principale d'harmoniser les politiques publiques locales de prévention des cancers et de promotion du dépistage organisé des cancers du sein, mais aussi du col de l'utérus et du colon. Elle s'engage également à participer aux échanges proposés aux collectivités territoriales par le Club « *Collectivités et prévention des cancers* ».

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la charte du club « *Collectivités territoriales et prévention des cancers* » de l'Institut National du Cancer (INCa) ;
- De prendre acte de l'engagement de la Ville de Montpellier dans le collectif « *Montpellier Prévention Cancers* » ;
- D'autoriser le Maire, ou son représentant, à signer la charte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 avril 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 avril 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Charte d'engagement_Club_Collectivités_Cancer_INCa.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240326-264127-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/04/24
Réception en Préfecture : 08/04/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Charte

Collectivités territoriales et prévention des cancers

« Agir ensemble pour la santé »

12 engagements pour prévenir les cancers
et améliorer la santé de tous



Introduction

Près de la moitié des nouveaux cas de cancers pourrait être évitée, en changeant nos habitudes et en réduisant nos expositions aux principaux facteurs de risque : tabac, consommation excessive d'alcool, alimentation déséquilibrée, surpoids, rayonnements ultraviolets, expositions à certaines infections ou polluants, manque d'activité physique. Si aujourd'hui, en France, 3,8 millions de personnes vivent avec un cancer et près de 1 200 nouveaux cas de cancers sont diagnostiqués chaque jour, ces chiffres ne sont pas une fatalité.

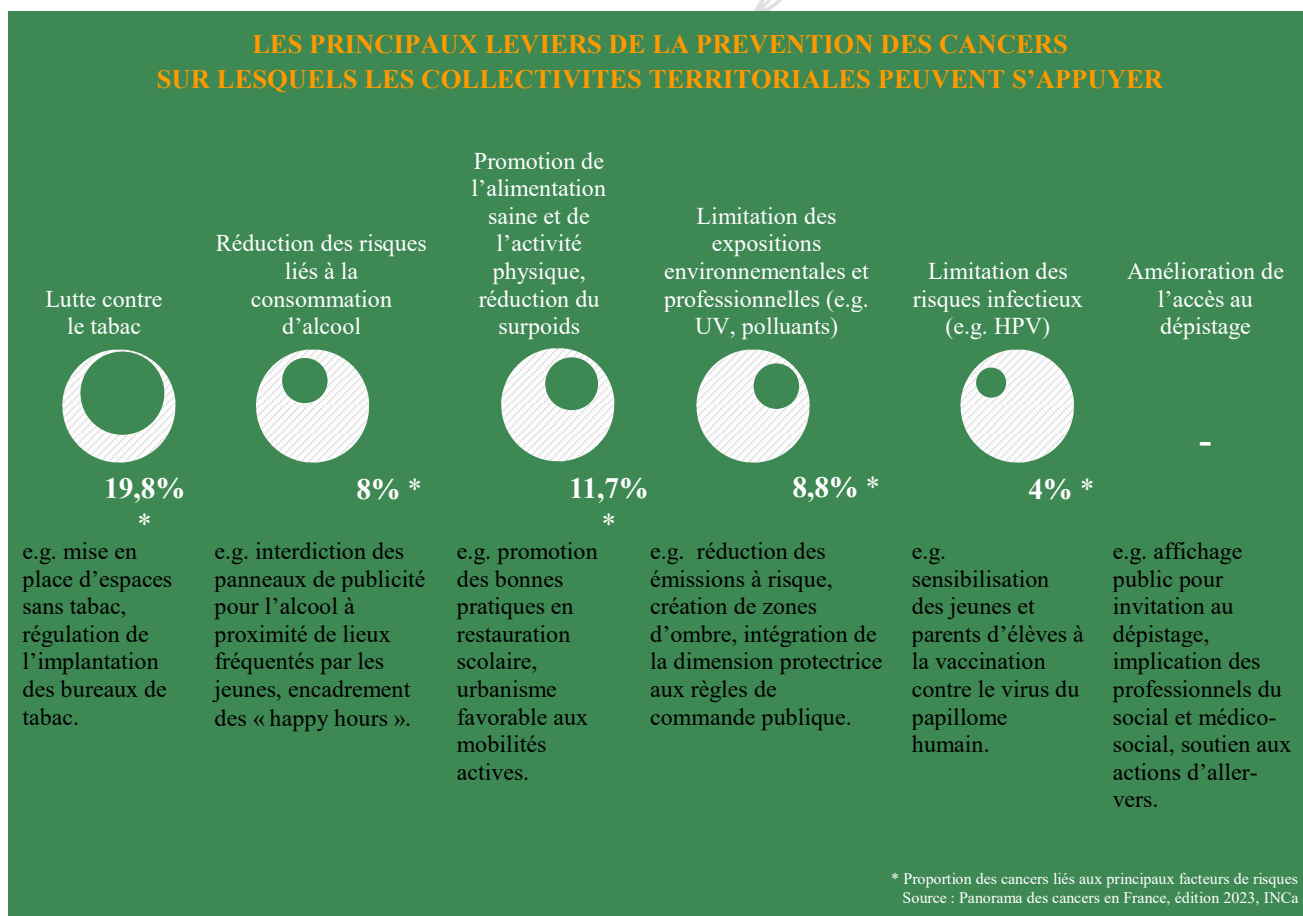
Pour éviter les cancers de demain, c'est aujourd'hui qu'il faut agir.

Pour changer la donne, nous devons changer notre façon de faire. La prévention des cancers, premier axe de la stratégie décennale de lutte contre les cancers 2021 – 2030, doit devenir notre priorité collective. Elle nécessite une approche globale, associant des actions tant à l'échelle individuelle, en incitant à des changements de comportements, qu'à l'échelle collective, en promouvant des milieux et des conditions de vie favorables à la santé. L'objectif est d'agir sur l'ensemble des déterminants de santé.

L'action de tous est indispensable, la responsabilité est partagée.

Alors que l'état de santé de la population est influencé à 80 % par des facteurs extérieurs au système de santé, agir en faveur de la santé dépasse ainsi largement la seule question des soins. Les collectivités territoriales, au regard de leur vaste champ de compétences – urbanisme, logement, éducation, culture, sport, action sociale, transport et mobilités – ont en leurs mains des leviers considérables pour agir favorablement sur la santé de nos concitoyens. Agissant au plus près des populations et en prise avec les priorités du terrain, elles ont la possibilité d'agir auprès de tous les publics, notamment auprès des plus vulnérables ou défavorisées dans une logique de réduction des inégalités sociales de santé.

Les collectivités territoriales s'engagent pour la santé et la prévention des cancers.



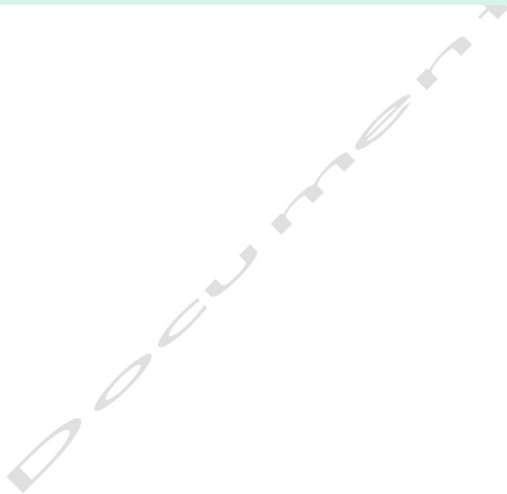
Une charte pour marquer et être accompagné dans son engagement dans la lutte contre les cancers

Afin de soutenir les initiatives des collectivités territoriales en promotion de la santé et en prévention et de rendre tangible le principe de la santé dans toutes les politiques, l'Institut national du cancer (INCa) porte une démarche d'appui et d'accompagnement au développement d'actions probantes de prévention des cancers dans les territoires.

La présente charte fédère les collectivités territoriales engagées, reconnaissant le rôle qu'elles jouent en matière de santé et souhaitant renforcer les actions de prévention sur leur territoire, et l'Institut national du cancer, qui met à leur disposition une offre de services et d'expertise à cette fin.

- **Un club** : un espace d'échange et de partage d'expérience entre pairs et avec les chercheurs et experts de la santé publique ;
- **Un centre de ressources** : un répertoire d'actions inspirantes et efficaces, une bibliothèque de guides opérationnels et de publications scientifiques, d'outils de plaidoyer et de communication ;
- **Un accompagnement personnalisé** : un appui technique à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des projets et expérimentations, un soutien financier et des actions de plaidoyer et de valorisation.

Le Club « Collectivités territoriales et prévention des cancers » contribue à la création d'un **élan collectif pour la lutte contre les cancers** aux côtés du Club des entreprises « Cancer et emploi » qui accompagne les employeurs dans leurs politiques et leurs actions en faveur du maintien et du retour à l'emploi des collaborateurs atteints de cancer.



Les 12 engagements pour prévenir les cancers et améliorer la santé de nos concitoyens

Porter une démarche de santé dans toutes les politiques

Principe

Les collectivités territoriales sont des acteurs de santé : les politiques territoriales, y compris lorsqu'elles ne portent pas directement sur des enjeux sanitaires, peuvent avoir un impact, favorable ou défavorable, sur la santé des concitoyens. Il s'agit pour les collectivités de concevoir et de déployer une stratégie pour prendre en compte la santé dans toutes leurs politiques.

1. **Mettre en place les outils, mécanismes et organisations nécessaires à l'intégration de la santé dans ses politiques locales**, à l'image de plans d'actions intersectoriels (plan de lutte contre les addictions, plans de promotion de l'activité physique, par exemple) ou des démarches d'évaluation d'impact sur la santé visant à l'intégration des enjeux de santé dans les politiques publiques d'autres secteurs.
2. **Renforcer les capacités des individus et des organisations** en matière de santé dans toutes les politiques, en sensibilisant et formant les agents, en fédérant les services et en mobilisant les partenaires pour impulser une dynamique collective au niveau du territoire.

Être un relai local de la stratégie décennale de lutte contre les cancers

Principe

Alors que le cancer constitue la première préoccupation de santé pour deux tiers de nos concitoyens, la stratégie décennale de lutte contre les cancers est porteuse d'un élan collectif pour en réduire le poids dans notre société. Il s'agit pour les collectivités de se positionner en acteurs et ambassadeurs de cette stratégie de lutte contre les cancers sur leur territoire.

3. **Se doter d'un plan d'actions dédié à la lutte contre les cancers en cohérence avec la stratégie décennale de lutte contre les cancers ou intégrer des actions** relatives à la prévention et au dépistage des cancers dans les plans ou dispositifs de santé publique de la collectivité (Contrats locaux de santé, Plan santé départemental ou régional).
4. **Mettre en œuvre sur son territoire des interventions en santé publique** pour limiter les facteurs de risque de cancer et favoriser les facteurs protecteurs, en s'appuyant sur les interventions recensées au niveau national comme ayant fait la preuve de leur efficacité.
5. **Sensibiliser et informer les concitoyens** pour leur permettre d'adopter des modes de vie et comportements protecteurs face au risque de cancer, en s'appuyant notamment sur les outils développés par l'INCa. Une attention particulière sera portée à la sensibilisation des agents de la collectivité, ainsi qu'au public accueilli ou accompagné notamment par la mobilisation de professionnels au contact du public comme relai d'information.

Consolider son action en matière de prévention et promotion de la santé

Principe

Pour être efficace, les démarches de prévention et promotion de la santé doivent s'inscrire dans un cadre méthodologique structuré, s'appuyant sur les données de la recherche à toutes les étapes du projet, de sa conception à son évaluation.

6. **Construire sa stratégie sur un diagnostic territorial de santé** visant à objectiver le contexte socio-sanitaire et à mettre en cohérence les actions avec la réalité des besoins et des spécificités du territoire, de ses acteurs et populations. L'objectif de réduction des inégalités sociales et territoriales de santé, incluant l'équité d'accès à la prévention des publics vulnérables (précaires, en situation de handicap, allophones, etc.), sera intégré dès la conception de la stratégie d'action.
7. **Prévoir l'évaluation des projets dès leur conception**, afin de contribuer aux travaux nationaux pour l'identification et la généralisation des modèles d'action les plus efficaces.
8. **Ouvrir son action à l'expérimentation et à l'innovation en collaboration avec les acteurs de la recherche**, avec l'appui de l'INCa, afin de favoriser la production et la diffusion des savoirs.
9. **Mobiliser des démarches participatives** pour rendre les citoyens acteurs des politiques locales de santé.

Partager et collaborer dans le cadre du Club

Principe

Les collectivités territoriales, avec leurs partenaires, sont une source d'initiatives et d'innovations en prévention des cancers et promotion de la santé. Il existe un enjeu fort de recensement, d'évaluation et de diffusion de ces nouveaux savoirs, qui nécessite l'implication des collectivités.

- 10. Participer aux réunions et travaux du Club** « Collectivités territoriales, prévention des cancers et promotion de la santé » pour partager ses expériences et prendre part à l'élaboration de nouveaux savoirs et outils à destination des collectivités.
- 11. Etablir un bilan annuel de l'action menée** en faveur de la prévention des cancers et de la promotion de la santé ou de son plan d'actions de lutte contre les cancers le cas échéant.
- 12. Participer à la valorisation** et la diffusion de la démarche.

Charte

Collectivités territoriales et prévention des cancers *Agir ensemble pour la santé*

12 engagements pour prévenir les cancers
et améliorer la santé de nos concitoyens

La **collectivité**
de
représentée par
.....

s'engage à mettre en œuvre les actions nécessaires pour réaliser les engagements de la présente charte et renforcer son action en faveur de la prévention des cancers.

L'Institut national du cancer

représenté par
.....

s'engage à proposer le cadre, les connaissances et les outils utiles à la réalisation des engagements pris par la collectivité et à leur valorisation.

La charte est conclue pour une durée de quatre ans renouvelable.

Date :

Signatures :

La collectivité

L'Institut national du cancer

Document destroyed